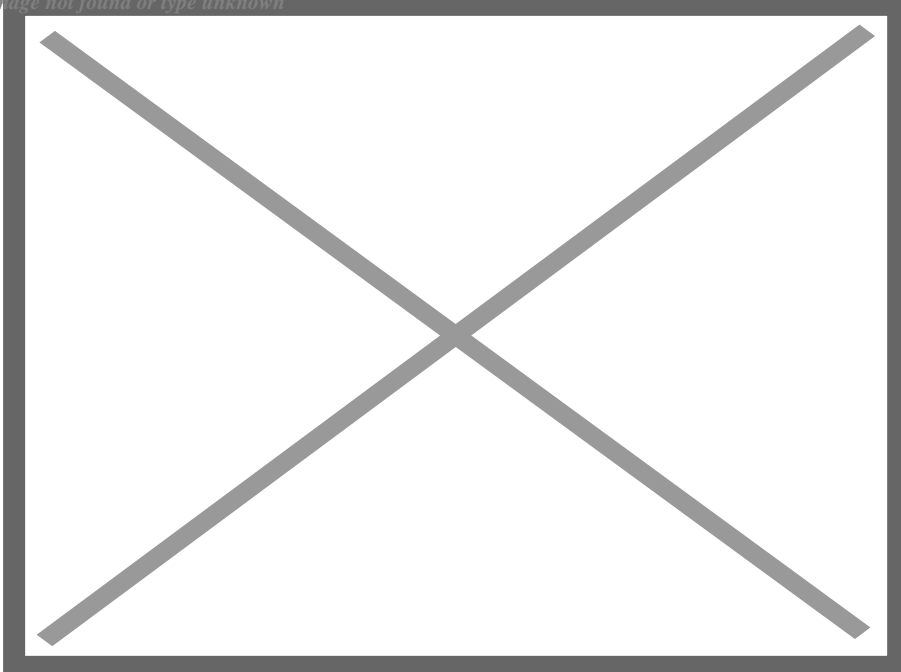


La paix qui ne doit pas être perdue

Image not found or type unknown



Par : Roberto Morejón

Dans un monde de tensions, voire de guerre, les gens aspirent à maintenir la paix, et à la retrouver si elle a été rompue, d'où l'importance pour l'Amérique latine et les Caraïbes de garantir la continuité en tant que zone de concorde.

En 2014, la CELAC, la Communauté des États latino-américains et caribéens, a proclamé la région zone de paix, faisant l'éloge du traité de Tlatelolco, qui la définit comme exempte d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive.

Il s'agit d'une étape importante franchie à La Havane lors du deuxième sommet de l'Union, par des gouvernements qui, bien que leurs positions et leurs idéologies ne coïncident pas, prônent le règlement des différends par le dialogue.

En outre, ils ont souligné l'importance de soutenir la souveraineté et la sécurité du sous-continent, bien qu'il abrite des bases militaires et des laboratoires biologiques américains.

Il est toujours utile d'évoquer la notoriété de cette proclamation, alors qu'il est toujours d'actualité de bannir à jamais de la région l'usage et la menace de l'usage de la force.

La révision des postulats inhérents à la déclaration de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix est opportune à la lumière des contingences et des dangers.

Deux anciens présidents colombiens ont récemment appelé à une intervention militaire au Venezuela, arguant qu'ils remettaient en cause les résultats des dernières élections présidentielles dans ce pays.

Cette demande irresponsable et condamnable n'a heureusement pas eu l'écho escompté par les personnes de mèche, alors même que le républicain Donald Trump a pris ses fonctions à Washington et signé des décrets aussi incendiaires que les déportations massives de migrants illégaux.

La décision, initialement mise en œuvre, place plusieurs pays d'Amérique latine dans une situation complexe, puisque, comme cela a été dénoncé, il n'y a pas d'adaptation pertinente pour accueillir ce flux.

Une tentative de conflit, qui a ensuite été dépassée, a éclaté entre les États-Unis et la Colombie, en raison des conditions dans lesquelles les migrants expulsés sont renvoyés, souvent enchaînés.

Le récit des nouveaux occupants de la Maison Blanche, avec un secrétaire d'État dont l'arme de prédilection est de faire tomber les gouvernements de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela, perturbe la sérénité de la région.

Onze ans après la proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix, ses éléments essentiels, y compris la nécessité de promouvoir des relations de bon voisinage, y compris avec d'autres pays, avec la région située au sud du fleuve Bravo, restent vitaux.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/375551-la-paix-qui-ne-doit-pas-etre-perdue>



Radio Habana Cuba